



## PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

### Termes de référence du (de la) Consultant(e) chargé(e) d'appuyer l'organisation des consultations nationales des femmes exportatrices sur la ZLECAF

Intitulé :	Appui à l'organisation des consultations nationales des femmes exportatrices sur la ZLECAF
Lieu exécution :	Brazzaville et Pointe Noire
Domaine :	Gouvernance
Délais de soumission	16 juin 2021
Durée des services	10 jours ouvrables
Date de prise de fonction	Dès que possible

#### I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), la plus grande zone de libre-échange du monde a commencé à fonctionner le 1er janvier 2021, créant un marché de 1,2 milliard de personnes et le huitième bloc économique du monde avec un PIB consolidé de 3 milliards de dollars, qui devrait plus que doubler d'ici 2050. Le secrétariat de la ZLECAF dont le siège est à Accra, au Ghana, est un organe indépendant du système de l'Union africaine, chargé à la fois des négociations et de la mise en œuvre de l'accord.

Lors du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui s'est tenu en décembre 2020, le Secrétariat de ZLECAF a été chargé de commencer à travailler à la rédaction d'un Protocole sur les femmes dans le commerce. L'objectif est d'intégrer pleinement ce protocole dans LA ZLECAF. Le Secrétariat de la ZLECAF et le rapport Futures du PNUD : *Making the AfCFTA Work for Women and Youth* a présenté des entreprises appartenant à des femmes et des jeunes qui exportent déjà sur les marchés africains. Ce rapport confirme le potentiel des femmes et des jeunes sur le marché intra-africain et présente les possibilités d'un soutien accru, ainsi que les défis à relever en matière de politique et de renforcement des capacités.

Le Secrétariat de la ZLECAF lance une consultation sur le Protocole sur les femmes dans le commerce par le biais d'une conférence continentale qui fournira une plateforme pour les exportatrices africaines afin de partager leurs expériences sur les défis et les opportunités du commerce intra-africain.

En réponse à une demande du Secrétariat de la ZLECAF, le PNUD travaillera avec des partenaires, en particulier ONU Femmes, pour faciliter les consultations de tables rondes au niveau national afin d'interroger les questions critiques que les femmes exportatrices sur le terrain estiment devoir être incluses dans ce protocole.

Ces consultations au niveau national, les ateliers régionaux et l'enquête en ligne formeront la trame de fond qui générera des données de terrain jusqu'à Accra qui alimenteront le protocole de la ZLECAF sur les femmes dans le commerce. Ces consultations débuteront en mai 2021 et se poursuivront jusqu'en septembre 2021 et constitueront une boucle de rétroaction continue pour les négociations, qui devraient être lancées en juillet 2021.

Au niveau national, il a été demandé au PNUD de soutenir la phase préparatoire de l'élaboration du protocole en facilitant la sollicitation des points de vue des femmes dans le commerce sur le terrain afin que le point de départ des négociations soit axé sur des solutions.

La République du Congo, ayant signé et ratifié l'accord portant création de la zone continentale africaine (ZLECAF), a mis en place une commission de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de cet accord à travers le décret N°2019-160 du 26 juin 2019 bénéficiera de l'appui du PNUD pour organiser deux sessions de consultation des femmes exportatrices.

Ces consultations viseront l'inclusivité, en englobant toutes les tailles de groupes d'exportateurs et de producteurs féminins y compris les grandes entreprises et les microentreprises engagées dans l'exportation de biens et de services les associations qui favorisent la participation des femmes dans le monde des affaires, y compris les associations nationales d'exportateurs, les chambres de commerce, les conseils d'entreprises, les OSC et le monde universitaire...

Ces consultations qui auront lieu en juin 2021, permettront de collecter, analyser et synthétiser (rapport) les aspirations des femmes exportatrices du Congo sur la ZLECAF.

Ce rapport qui sera examiné lors de la Conférence sur les femmes dans le commerce de juillet 2021.

## **II. Responsabilité/principaux résultats escomptés**

Sous la supervision de la Représentante Résidente Adjointe, le(a) consultant(e) national ( e ) effectuera de façon spécifique sa mission tout en respectant les normes de qualité et de délais dans la remise des documents.

Le ( a ) consultant ( e ), sera responsable d'atteindre les résultats suivants :

### **Phase 1- Avant les sessions :**

- Développer une vision stratégique du déroulement des consultations ;
- Analyser les risques en rapport avec le contexte national et mettre en place des mesures de mitigation
- Organiser les réunions préparatoires avec les partenaires ciblés ;
- Assurer le secrétariat et la facilitation des réunions avec les partenaires ;
- Identifier la liste des participants aux consultations ;
- Préparer et assurer le suivi des correspondances et invitations ;
- S'assurer que les consultations soient un évènement majeur de visibilité

### **Phase 2-Durant et après les consultations :**

- Assurer la coordination avec les intervenants et vérifier la qualité des interventions ;
- Coordonner et assurer la logistique des sessions ;
- Assurer le suivi de la couverture médiatique des sessions ;
- Elaborer une note imagée développant les recommandations,
- Elaborer et soumettre le rapport des consultations

## **III. LIVRABLES ATTENDUS**

Les produits suivants sont attendus du prestataire :

- Le planning de travail ;
- Une liste des parties prenantes aux consultations ;
- Les comptes rendus des réunions préparatoires ;
- Supports audio visuels des consultations ;
- Rapport des consultations incluant les recommandations

## **IV. METHODOLOGIE**

Le/La prestataire devra fournir un projet de méthodologie de réalisation de la mission précisant le niveau de compréhension de la mission, y compris les outils qu'il/elle envisage d'exploiter pour atteindre les objectifs de la mission, ainsi qu'un plan de travail. La méthodologie doit démontrer comment les objectifs seront atteints au cours de la mission.

## **V- QUALIFICATIONS REQUISES :**

**Le consultant doit avoir :**

Education :	Au moins une Maîtrise en sciences politiques, sociales, humaines, économiques, en communication, en droit ou un domaine connexe
Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins 4 expériences dans l'organisation technique des ateliers, congrès, séminaires de grande envergure et/ou du niveau 5 international (appui technique, organisationnel et logistique)</li> <li>- Au moins 2 expériences en communication ou publication (rapports, études, produits de connaissance...) ou élaboration des outils de communication</li> <li>- Une expérience dans le domaine de la gouvernance est un atout.</li> </ul>
Compétences	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démontrer un engagement envers la mission du PNUD, de sa vision et de ses valeurs ;</li> <li>- Démontrer une intégrité en se conformant aux valeurs et normes déontologiques des Nations Unies ;</li> <li>- Démontrer une sensibilité et adaptabilité culturelle, au sexe, à la religion, à la race, à la nationalité, l'âge</li> <li>- Promouvoir l'apprentissage organisationnel et le partage des connaissances ;</li> <li>- Capacité de développer des idées novatrices documentant les réussites et les intégrer dans la conception de nouvelles approches ;</li> <li>- Résolution des conflits pour gérer la dynamique de groupe intermédiation et intérêts divergents des divers acteurs ;</li> <li>- Posséder d'excellentes aptitudes en communication écrite, avec une capacité d'analyse et aptitude à synthétiser des résultats.</li> </ul>
Langues requises	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.</li> <li>- Connaissance de l'anglais est un atout.</li> </ul>

Grille d'évaluation des propositions techniques :

N°	Récapitulatif des formulaires d'évaluation des propositions techniques	Note maximum	Consultants				
			1	2	3	4	5
1	Diplôme et/ou niveau d'étude (Bac + 5 dans un domaine pertinent)	20					
2	Travaux similaires réalisés dans le même domaine	40					
3	Compréhension de la mission, avis et commentaires sur les Termes de Référence	10					
4	Méthodologie proposée pour réaliser la mission	20					
5	Calendrier de travail et de livraison des produits	10					
<b>TOTAL</b>		<b>100</b>					

Seules les candidatures ayant obtenu un minimum de **70 points** seront considérées pour l'évaluation financière.

**VI. SUPERVISION**

Le/La prestataire travaillera en étroite relation avec l'unité gouvernance.

**VII. RAPPORTS**

A la fin de la mission, le/la prestataire devra soumettre un rapport de fin de mission.

**VIII. DUREE ET PERIODE DE LA MISSION**

La mission durera 10 jours sur la base d'un calendrier qui sera détaillé.

**Approbation**

Ces termes de références sont approuvés par :

Mme Emma Ngouan-Anoh

Représentante Résidente Adjointe

Date de signature \_\_\_\_\_

 08/06/2021